



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Fondation d'Aguesseau

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation d'Aguesseau

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 09 juin 1954
Siège social : 13 ; Place Vendôme 75042 Paris
N° SIREN : 775 657 737

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la Fondation d'Aguesseau,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'Aguesseau relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 20 mars 2025

Aurélien JOUBIN

Associée

FONDATION D'AGUESSEAU

Reconnue d'utilité publique par décret du 9 juin 1954

Siège social : 13, Place Vendôme

75042 PARIS Cedex 01

COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Bilan, compte de résultat et annexes

Code de Commerce Art.L612-4 et D612-5

Sommaire

Bilan Actif	page 2
Bilan Passif	page 3
Compte de résultat	page 4 et 5
Annexe aux comptes annuels	page 6
Présentation de la fondation d'Aguesseau	page 7
Faits caractéristiques de l'exercice	page 8
Principes, règles et Méthodes Comptables	page 12
Événements postérieurs à la date de clôture	page 17
Tableau des Immobilisations	page 18
Tableau des Amortissements	page 19
Tableau des fonds associatifs et des provisions	page 20
Tableau des subventions d'investissement	page 21
Tableau des Échéances des créances	page 22
Tableau des Échéances des dettes	page 23
Tableau des charges et produits constatés d'avance	page 24
Tableau des charges à payer et produits à recevoir	page 25
Tableau de ventilation des produits vendus par établissements	page 26
Tableau de ventilation de l'effectif moyen	page 27
Tableau des salaires des trois plus hauts cadres dirigeants	page 28
Tableau des rémunérations des membres du Conseil d'Administration	page 28
Tableau des contributions volontaires en nature	page 28
Tableau de ventilation de la nature des prestations du Commissaire aux comptes	page 29
Tableau des charges et des produits exceptionnels	page 30
Tableau de transfert de charges	page 31
Tableau des filiales et participations	page 32
Tableau des éléments concernant les parties liées	page 33
Tableau des subventions non affectées	page 34
Tableau des dons manuels, legs et donations affectées	page 34
Rappel des réservations signées	page 35 à 37
Engagement hors bilan	page 38

Bilan Actif

	Brut	Amort & Prov	31/12/2024	31/12/2023
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissements				
Frais de recherches & développement				
Concessions, brevets, licences..	557 797,11	529 549,14	28 247,97	32 523,31
Fonds commercial				
Autres	7 942 079,93	7 724 282,67	217 797,26	255 797,26
Immobilisations incorp. en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 358 797,91	200 520,77	1 158 277,14	1 159 890,41
Constructions	9 484 327,15	4 815 602,58	4 668 724,57	5 017 831,38
Instal. Techn., matériel & outill. Indust.	773 321,98	661 642,54	111 679,44	114 970,95
Autres	996 055,35	945 390,29	50 665,06	56 151,31
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	5 604 855,93	789 461,00	4 815 394,93	4 851 180,64
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 652 290,53	315 760,93	3 336 529,60	3 655 984,19
Autres	56 893,75		56 893,75	84 944,37
TOTAL I	30 426 419,64	15 982 209,92	14 444 209,72	15 229 273,82
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours				718,50
Créances				
Usagers et comptes rattachés	256 847,55	15 543,14	241 304,41	305 708,79
Autres	432 338,20		432 338,20	222 247,87
Valeurs mobilières de placement	8 445 975,37		8 445 975,37	8 943 496,35
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	552 368,57		552 368,57	456 402,82
Charges constatées d'avance	26 637,52		26 637,52	43 951,75
TOTAL II	9 714 167,21	15 543,14	9 698 624,07	9 972 526,08
Charges à répartir sur plus. exercice				
Primes de rembourse. des emprunts				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	40 140 586,85	15 997 753,06	24 142 833,79	25 201 799,90

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 253 369,98	1 253 369,98
Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports	21 319,02	21 319,02
Ecart de réévaluation		
Réserves	19 097 951,06	19 544 323,48
Report à nouveau	1 229 356,40	1 229 356,40
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-354 448,51	-446 372,42
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	107 624,80	107 624,80
Provisions réglementées	235 044,59	158 407,44
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	21 590 217,34	21 868 028,70
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés sur subvention d'exploitation	618 473,53	1 119 994,17
<i>dont logement temporaire</i>	<i>128 999,22</i>	<i>657 609,86</i>
<i>dont G. L. I.</i>	<i>389 474,31</i>	<i>462 384,31</i>
<i>dont vacances jeunes</i>	<i>100 000,00</i>	
TOTAL II	618 473,53	1 119 994,17
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		15 280,00
Provisions pour charges	351 565,31	334 984,37
TOTAL III	351 565,31	350 264,37
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
(1) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	57 506,48	56 955,93
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	929 268,16	1 165 158,55
Dettes fiscales et sociales	289 566,10	320 787,29
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	271 591,87	295 044,89
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	34 645,00	25 566,00
TOTAL IV	1 582 577,61	1 863 512,66
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	24 142 833,79	25 201 799,90

(1) dont soldes créditeurs de banques

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D' EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de prestations de service	6 858 648,25	6 119 231,26
Montant net des recettes d'activité	6 858 648,25	6 119 231,26
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 820 527,79	8 949 122,65
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	21 826,56	35 822,52
Utilisations des fonds dédiés	601 520,64	1 234 301,02
Autres produits (hors cotisations)	5 609,69	19 758,95
TOTAL I	17 308 132,93	16 358 236,40
CHARGES D' EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		3 828,37
Variation de stock	718,50	4 263,02
Autres achats et charges externes	12 692 970,12	11 441 157,14
Aides financières versées	2 837 772,98	2 680 129,02
Impôts, taxes et versements assimilés	187 392,11	173 260,04
Salaires et traitements	996 094,81	1 109 853,08
Charges sociales	431 939,75	514 294,97
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	471 549,05	525 421,06
Dotations aux provisions	27 520,30	40 429,90
Reports en fonds dédiés	100 000,00	
Autres charges	192 131,51	164 724,38
TOTAL II	17 938 089,13	16 657 360,98
Résultat sur exploitation	-629 956,20	-299 124,58

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	269 092,57	187 425,96
Reprises sur provisions et transferts de charges	68 849,71	49 341,15
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	337 942,28	236 767,11
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	24 882,63	61 458,41
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI	24 882,63	61 458,41
RESULTAT FINANCIER	313 059,65	175 308,70
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	85 156,19	2 665,24
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 202,45	4 240,11
TOTAL VII	97 358,64	6 905,35
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	46 071,00	243 530,94
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	88 839,60	85 930,95
TOTAL VIII	134 910,60	329 461,89
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-37 551,96	-322 556,54
TOTAL DES PRODUITS	17 743 433,85	16 601 908,86
TOTAL DES CHARGES	18 097 882,36	17 048 281,28
EXCEDENT OU DEFICIT	-354 448,51	-446 372,42

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Les comptes sont caractérisés par les données suivantes :

Total du bilan	24 142 834 €
Total du compte de résultat-charges	18 097 882 €
Total du compte de résultat-produits	17 743 434 €
Résultat de l'exercice – perte -	(354 448) €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

- Règles et méthodes comptables
- Etat de l'actif immobilisé - tableau des immobilisations
- Etat de l'actif immobilisé - tableau des amortissements
- Tableau des fonds associatifs et des provisions
- Tableau des subventions
- Tableau des échéances des créances
- Tableau des échéances des dettes
- Tableau des charges constatées d'avance
- Tableau des produits constatés d'avance
- Tableau des charges à payer et produits à recevoir
- Tableau de ventilation des produits vendus par établissements
- Tableau de ventilation de l'effectif moyen
- Tableau des salaires des trois plus hauts cadres dirigeants
- Tableau des rémunérations des membres du Conseil d'Administration
- Tableau des contributions volontaires en nature
- Tableau de ventilation de la nature des prestations du Commissaire aux comptes
- Tableau des charges et des produits exceptionnels
- Tableau de transfert de charges
- Tableau des filiales et participations
- Tableau des éléments concernant les parties liées
- Etat des fonds dédiés

PRESENTATION DE LA FONDATION D'AGUESSEAU

La fondation d'Aguesseau, personne morale de droit privée reconnue d'utilité publique par décret le 9 juin 1954, a pour objet de venir en aide, sous toutes ses formes, aux agents du ministère de la Justice, actifs et retraités, quelles que soient leur catégorie, leur direction et leur localisation géographique.

La fondation est régie par ses statuts et son conseil d'administration composé pour partie de représentants de l'administration, pour partie de représentants des organisations syndicales et pour partie de personnes qualifiées extérieures au ministère de la Justice.

En application de l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, l'État, ministère de la Justice, a confié à la fondation les missions suivantes :

- L'aide et la solidarité sous la forme, notamment, de secours financiers, de prêts sociaux et d'aides aux études ;
- Les actions en faveur du logement sous la forme, notamment, d'aides et de prêts au logement, l'acquisition et la gestion directe ou déléguée de biens immobiliers destinés au logement pérenne ou temporaire des agents ;
- La gestion des séjours vacances en faveur des jeunes et des familles avec d'une part l'exploitation directe ou déléguée de biens immobiliers lui appartenant ou bien confiée à elle et, d'autre part, l'organisation des séjours vacances proprement dits.
- La restauration sociale sous la forme notamment de l'exploitation directe ou déléguée des locaux et équipements qui lui sont confiés.

Dans le cadre de ces missions, il appartient à la fondation d'adapter les modalités de son action afin de répondre aux besoins des agents et aux orientations sociales définies par le ministère.

Une convention pluriannuelle d'objectifs, de moyens et de performances établie entre la fondation et le ministère définit précisément le périmètre, les bénéficiaires et les objectifs de chaque dispositif et organise le dialogue de gestion avec l'administration.

L'exercice 2024 relève de l'avenant n°1 du 23 avril 2024, renouvelant la convention cadre précitée pour une durée de 3 ans – (2021-2023).

Les dispositifs des « aides et prêts sociaux » et « vacances jeunes et familles » sont déployés sur l'ensemble du territoire national. Le dispositif logement se déploie à la fois sur le plan national pour le logement pérenne et en région Ile de France pour le logement temporaire meublé et colocation. Le dispositif de la restauration sociale est actuellement limité au trois sites emblématiques parisiens que sont le Palais de Justice (1^{er}) , le Tribunal de Paris (17^{ème}) et les services centraux au Millénaire (19^{ème}).

L'ensemble des effectifs de la fondation se situe au siège administratif (16^{ème}).

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

A – Evènements impactant l'année 2024

Les établissements

- Organisation des établissements

La fondation a pris la décision de ne pas ouvrir le domaine de Bruté à Belle-Île-en-Mer en 2024. Toutefois le domaine est entretenu et les frais de gardiennage ont généré une charge enregistrée dans les comptes pour la somme de 42 000 euros.

Le cyclone CHIDO a touché les côtes de Mayotte le samedi 14 décembre 2024.
La fondation supportera en 2025 les secours apportés aux agents.

- Impacts financiers spécifiques aux activités

La fondation a bénéficié de la prise en charge par le ministère de la justice du surcoût financier généré par la solution alternative mise en place pour maintenir une restauration sur le site du self du Millénaire 3 durant sa fermeture pour travaux.
La subvention versée en 2024 s'est élevée à 126 154.68 euros.

Immobilisations financières : dépréciation des titres

1 - Activité des Séjours familiaux

Rappel Le 1^{er} octobre 2014 la fondation d'Aguesseau et l'association Education et Plein Air Finances (EPAF) ont acquis un parc résidentiel de loisirs (PRL) situé sur la commune de Vendres (34). Cette acquisition est détenue par chaque structure acquérant à 50%.

Cette acquisition a été réalisée par l'achat de la totalité des titres des cédants dans les sociétés « LODGES MEDITERRANEE » et « SCI DU MAS DES SABLONS ».

Valorisation des parts inscrites au bilan

1) Rappel

Durant l'année 2016, une expertise déterminant la valeur des immobilisations et du fonds de commerce a été réalisée. Celle-ci a été confiée, pour l'expertise de la valeur vénale du PRL, à la société VIF Expertises.

- L'estimation de la valeur vénale au 7 juin 2016 du parc résidentiel de loisirs est de 7 000 000 d'euros hors droit, étant précisé dans ce rapport, qu'une évaluation du fonds de commerce sera également à réaliser afin de disposer d'une pleine et entière valorisation des murs et du fonds de commerce, soit la globalité de la valeur de l'actif.

- L'expertise de la valeur du fonds de commerce a été confiée à la société GALTIER. L'estimation de la valeur du fonds de commerce au 20 juin 2016, qui porte sur les résultats de l'activité 2015, est de 1 578 500 d'euros (valeur haute de l'expertise serait retenue). La valeur du fonds de commerce ainsi évalué a été basée sur une analyse du chiffre d'affaire effectué par la SAS lodges méditerranée dans le cadre de son exploitation par les associés en fonction des tarifs mis en place dans un objectif social et non commercial.

En l'occurrence le delta de valeur globale, entre la valeur des parts au bilan initialement à 9M€ et 8,578M€ valeur estimée, provient d'une différence d'analyse sur le chiffre d'affaire estimé pour valoriser le fonds de commerce.

En 2016 une provision de 448 000 euros a été comptabilisée en tenant compte du delta sur la valeur globale patrimoniale et de la quote-part de prise en charge par chaque structure des résultats 2016 déficitaire des sociétés SAS Lodges Méditerranée et SCI Partenariat Méditerranée.

1) Dépréciation récurrente

En 2024, aucune provision n'a été comptabilisée. Le mode de calcul est inchangé : soit la prise en compte de la quote-part de prise en charge par chaque structure des résultats de l'année N cumulés des sociétés SAS Lodges Méditerranée et SCI Partenariat Méditerranée.

2) Prise en compte des résultats comptables 2024 des sociétés

La SAS lodges méditerranée clôture son exercice à néant.

La SCI Partenariat Méditerranée clôture son exercice à néant.

Cet équilibre s'explique d'une part, par la comptabilisation en produit dans la SCI du loyer payé par la SAS et d'autre part, par l'enregistrement dans la SAS de recettes complémentaires facturées aux sociétés mères.

Par conséquent, aucune provision pour dépréciation des titres de participations ne doit être comptabilisée.

Valorisation des créances sur titres de la SCI Partenariat Méditerranée inscrites au bilan

En 2015 la SCI Partenariat Méditerranée a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (TUP). Un mali de confusion a été calculé et imputé dans les comptes d'immobilisation dédiés. Il demeure à l'actif des comptes de la SCI Partenariat Méditerranée un écart d'acquisition d'un montant de 1 022 818.83 € enregistré dans le compte 207110 en fond commercial. En 2017, cet écart sera amorti dans la SCI sur quatorze ans. Concomitamment, les associés consentent à abandonner au profit de la SCI Partenariat Méditerranée, la créance détenue sur elle pour un montant global de 1 002 000 euros. Cet abandon est consenti sous condition résolutoire de retour à meilleure fortune et ne sera définitif que passé le délai de quatorze ans.

En conséquence, la fondation d'Aguesseau a comptabilisé en charges exceptionnelles sa quote-part d'abandon de créance lissée sur une durée de 14 ans.

En 2024, cette charge s'élève à la somme de 35 785.71 euros.

Fonds dédiés

a) **Rappel :**

Par arrêté du 11 décembre 2019, il est attribué en son article 1^{er}, une subvention complémentaire au titre 2019 d'un montant de 1 500 000 €. Cette subvention doit permettre la mise en colocation de logements sociaux et le développement de solutions de logements temporaires. En 2024 les dépenses réalisées en lien avec ce financement se sont élevées à la somme de 528 610.64 euros

b) Par avenant n°1 à la convention financière du 15 juin 2021, il est convenu entre le ministère de la Justice et la fondation d'Aguesseau la mise en place d'un dispositif de garantie locative des impayés octroyée à la fondation d'Aguesseau. La subvention complémentaire fait l'objet d'un seul versement en 2021 pour la somme de 500 000 euros. En 2024 les dépenses réalisées en lien avec ce financement se sont élevées à la somme de 72 910 euros

c) Par décision du Conseil national d'action sociale du 24 juin 2024, il a été décidé d'attribuer à la Fondation d'Aguesseau un budget complémentaire de 250 000 €. Cette subvention a compensé une hausse des dépenses 2024 à hauteur de 150 000 €. Le solde de 100 000 € non utilisé est porté au compte 194100 « fonds sur avance de fonctionnement ».

Belle-Ile

Rappel :

Une convention d'occupation précaire a été signée le 10 mars 2020 entre l'État et l'association OVAL avec effet rétroactif au 1^{er} novembre 2017. Ainsi le ministère de la justice confie le Domaine de Bruté à l'association OVAL pour y organiser des séjours jeunes en remplacement de la fondation d'Aguesseau.

• PRESENTATION AU BILAN-ACTIF

La présentation du compte de bilan et du compte de résultat a été modifiée en application du règlement A.N.C. n°2018-06 du 5 décembre 2018.

Rappel : AU PASSIF : la subvention d'investissement sur biens renouvelables inclus dans les fonds statutaire sans droit de reprise en 2019, s'impute à compter de 2020 au report à nouveau.

Rappel : AU COMPTE DE RESULTAT :

- A compter de 2020, les fonds dédiés sont reclassés en produits et en charges d'exploitation : « Utilisations des fonds dédiés » et « Reports en fonds dédiés »,
- L'abandon de créance est inscrit à l'actif de la fondation d'Aguesseau en minoration de la valeur initiale de la créance rattachée à la participation dans la SCI Partenariat Méditerranée,
- A compter de 2022, les contributions des partenaires versées à la Fondation et comptabilisées initialement en compte de « produits de tiers financeurs » sont reclassées en « ventes de prestations de service ».

B - Subvention du ministère de la Justice au titre de 2024

En 2024, la subvention définitive versée à la fondation d'Aguesseau s'élève à la somme de 9 750 000 euros.

Le ministère de la Justice a signé le 23 avril 2024 avec la fondation d'Aguesseau un Avenant n°1 à la convention financière du 28 avril 2021.

Pour l'année 2024, la subvention se répartie analytiquement ainsi :

Fonctionnement:	556 526.48 € ;
Secours et prêts sociaux:	2 935 636.44 € ;
Aide au logement:	--- €
Aide aux séjours de jeunes:	2 804 236.01 € ;
Aide aux séjours familiaux:	804 113.03 € ;
Organisation de la restauration:	2 649 488.04 € ;

C - Concernant les structures

Aucune modification dans la présentation des agrégations sur l'année 2024 n'est venue modifier l'organisation comptable des établissements de la fondation d'Aguesseau.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes comptables

Les comptes globaux sont présentés conformément aux obligations résultant du code de commerce (art. L612-4 et D612-5 relatifs à l'obligation d'établir des comptes annuels pour toute association recevant des subventions dépassant le seuil de 153 k€).

Les comptes ont été élaborés selon les dispositions du règlement n°2018-6 du ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations. Ils respectent les principes de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

Le compte de résultat est présenté en liste avec mise en évidence des résultats « d'exploitation, financier et exceptionnel ».

Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

ACTIF

Les règlements CRC n° 2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, à leur amortissement et à leur dépréciation, n'ont pas reçu d'application particulière faute d'incidence significative sur les comptes.

Immobilisations incorporelles :

Afin d'améliorer leur traçabilité, tous les engagements d'investissements ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles à leur coût d'acquisition.

La convention de réservation des 10 logements au 219 boulevard Macdonald, Paris 19^{ème} est amortie depuis 2015 sur 15 ans au prorata temporis. L'amortissement prendra fin en 2030.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Logiciels	1 an à 3 ans
- Réservations de logements	durées de l'engagement
- Constructions non décomposées	de 20 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	de 5 à 10 ans
- Matériels et outillages divers	3 à 10 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières regroupent :

- les titres de participation et créances rattachées,
- les versements « effort construction » sous forme de prêts, amortis à 100 %,
- les prêts accordés aux agents du ministère de la Justice.

Concernant les participations dans la SAS Lodges Méditerranée et la SCI Partenariat Méditerranée, société détentrice et exploitante du parc résidentiel de loisirs situé sur la commune de Vendres, et suite à une expertise pour déterminer la valeur des immobilisations et du fonds de commerce, en 2024, aucune dépréciation sur titres n'a été comptabilisé.

Dans le prolongement de cette étude, la créance rattachée à des participations sur la SCI fait l'objet d'un abandon de créance. En 2024 une charge exceptionnelle de 35 785.71 euros a été comptabilisée.

Les prêts accordés aux agents depuis plus d'un an et qui présentent un risque d'irrecouvrabilité (interruption des remboursements) font l'objet d'une dépréciation. Cette dépréciation est constituée en fonction de la connaissance qu'a la fondation du suivi des prêts.

Les prêts accordés sont financés majoritairement des remboursements des prêts sociaux et des prêts aux logements. Ils sont consacrés au financement d'actions destinées à permettre l'allocation d'une aide financières aux agents, et au financement d'actions destinées à permettre l'amélioration des possibilités de logement des personnels et à faciliter leur installation.

Stocks :

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « premier entré – premier sorti ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement :

Selon les règles comptables en vigueur et la règle de prudence, les valeurs de placement sont constatées à leur valeur d'achat. La fondation d'Aguesseau détient des valeurs mobilières de placement à hauteur de 8 445 975.37 €.

PASSIF

Fonds propres :

Les actifs constitutifs de la dotation initiale : La dotation comprend une somme de 20 000 francs formant l'objet d'un don fait par l'A.F.D.O.S. en vue de la connaissance de la Fondation d'Aguesseau comme établissement d'utilité publique. Elle est accrue du produit des libéralités autorisées sans affectation spéciale ainsi que du 1/10 de l'excédent des ressources annuelles.

Les fonds propres se composent de fonds statutaire sans droit de reprise d'un montant de 1 253 369.98 euros de subventions d'investissement sur biens renouvelables pour la somme de 1 229 356.40 euros qui en application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 imputés au report à nouveau, de fonds statutaire avec droit de reprise d'un montant de 21 319.02 euros qui est la valeur d'apport de la réserve statutaire augmentée ou diminuée de 10% des résultats conformément aux statuts de la fondation d'Aguesseau et diminuée du montant de la réservation ainsi que les autres réserves d'un total de 19 097 951.06 euros et des subventions d'investissement pour la somme de 107 624.80 euros. En 2024 pas de quote-part de subvention reprise.

Provisions réglementées :

Par convention, la fondation doit entretenir les équipements et matériels mis à sa disposition par l'administration et les remplacer si nécessaire.

La provision calculée sur la base d'un coût plateau de 15 centimes est constituée pour le renouvellement de ces équipements, en fonction d'une volumétrie théorique de repas sur la base économique des données du marché actuel (2022-2025) et sur une durée moyenne d'amortissement (renouvellement) des équipements de 15 ans.

A ce titre, la fondation a comptabilisé une provision de 88 839.60 euros à la clôture.

Provisions pour risques et charges :

Les litiges susceptibles d'entraîner des charges ultérieures sans contrepartie pour la fondation (procès Prud'hommes, contentieux, rappel d'impôts, etc...) font l'objet d'une provision pour risques et charges. Lorsque le risque disparaît, la provision est reprise, en particulier en cas de prescription éventuelle.

A ce titre, la fondation a comptabilisé une reprise de provision de 15 280 euros à la clôture.

Provision pour indemnité de fin de carrière :

Une provision pour indemnité de fin de carrière est calculée sur l'ensemble du personnel. Son évaluation repose sur la méthode de l'évaluation actuarielle. Elle est déterminée en fonction des critères de la convention collective applicable à la fondation, des critères liés aux caractéristiques du personnel (ancienneté, âges, profil de carrières), des critères endogènes (turnover) et exogènes (niveau de l'inflation) le tout à un Taux d'actualisation de 3,38% et un taux de croissance de 1%.

A ce titre, la fondation a comptabilisé une provision de 351 565.31 euros à la clôture.

Les hypothèses de calcul retenues ont été déterminées compte tenu de la convention collective du tourisme social et familial et de la législation en matière de départ à la retraite.

L'âge de départ à la retraite retenu est de 67 ans.

Emprunts :

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

Les intérêts à courir font l'objet s'ils existent d'une mention dans l'Annexe au titre des engagements donnés.

La Fondation d'Aguesseau n'a plus d'endettement auprès des organismes financiers.

Provisions pour congés à payer :

Le calcul des congés payés est réalisé sur la base de cinq semaines par an et tient compte des jours de congés payés acquis et non pris au titre des périodes précédentes.

La provision au 31 décembre ne tient pas compte des deux semaines « d'autorisation d'absence » accordées par la Fondation.

AUTRES INFORMATIONS

Gestion de l'immobilier « Souverain et Moulin Luc »

Rappel : Un bail initial avec l'État a été signé le 28 août 2018 par la présidente de la fondation et transmis au ministère pour être signé par le secrétaire général, le représentant du Préfet du Morbihan et le directeur départemental des finances publiques. Le bail a été consenti pour une durée de onze années et deux mois en commençant à courir au 1^{er} novembre 2017 pour se terminer le 31 décembre 2028. Ce bail portait sur la gestion de l'intégralité du domaine de Belle-Ile-en-Mer.

Par convention d'occupation précaire signée le 10 mars 2020 avec rétroactivité au 1^{er} novembre 2017, l'Etat a retiré à la fondation d'Aguesseau la gestion du « Domaine de Bruté ». Elle reste gestionnaire de l'ensemble immobilier domanial « Souverain » et « Moulin Luc ».

La fondation amortit les agencements et installations réalisés sur le domaine selon les durées d'utilisation figurant dans les règles et méthodes comptables qui peuvent dépasser la durée restante du bail.

Participation du Ministère de la Justice :

Se référer au sous-titre 3 « moyens mis à disposition et aides en nature » de la convention du 28 avril 2021.

Principes de consolidation

Pour tous les établissements dépendant juridiquement de la Fondation, les comptes sont repris intégralement à partir de la comptabilité autonome de chacun.

Les principes d'élimination sont les suivants :

Au bilan :

Elimination des comptes de liaison inter-entreprise.

Affectation subvention de fonctionnement :

Les critères retenus en 2024 sont les suivants :

1) Chaque subvention correspond à une ligne de crédit comptabilisée en conséquence dans chaque établissement considéré. A l'exception des conventions ci-dessous.

2) La convention relative à l'activité restauration et self et la convention relative à l'activité des séjours familiaux globalisent pour chacune d'entre elle l'ensemble des structures selfs et séjours en une seule ligne de crédit :

a) La subvention de fonctionnement est répartie entre les selfs au prorata des subventions déterminées au budget.

b) La subvention de fonctionnement est répartie entre les trois structures existantes au 31 décembre 2024 des séjours familiaux au prorata du résultat comptable budgétaire des trois structures.

La subvention de 804 113.03 euros a été imputée à hauteur de 522 332.81 euros sur l'établissement des séjours familles, pour 210 731.58 euros sur l'établissement de Saint-Cast et pour 71 048.64 euros pour Belle-Ile. Cette subvention a été comptabilisée en subvention d'exploitation.

Fiscalité de la fondation :

La fondation d'Aguesseau n'est pas fiscalisée hormis son assujettissement à la tva pour les établissements « restauration ».

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE
--

Il n'y a pas d'évènement susceptible d'avoir une incidence sur la situation financière de la fondation d'Aguesseau.

Actif immobilisé

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Par virement	Acquisitions créations
			Réaffectation en charges	
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles	TOTAL 2	9 898 650		14 397
Terrains		1 358 798		
Constructions	sur sol propre	6 090 819		
	sur sol d'autrui	44 492		
Constructions, installations générales, agencement.		3 355 398		13 298
	Installations techniques, matériel et outillage ind.	746 674		26 648
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencés., aménags. dives	261 848		4 397
	Autres matériels de transport	6 379		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	822 748		11 037
	Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	TOTAL 3	12 687 155		55 379
Participations évaluées par mise en équivalence		5 640 642		
Autres participations				
Autres titres immobilisés		4 100 656		1 341 768
Prêts & autres immobilisations financières	TOTAL 4	9 741 298		1 341 768
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		32 327 103		1 411 544

CADRE B : IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice
		Par virement	Par cession	
			Réaffectation en charges	
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles	TOTAL 2		1 413 170	8 499 877
Terrains				1 358 798
Constructions	sur sol propre			6 090 819
	sur sol d'autrui			44 492
Constructions, installations générales, agencement.			19 679	3 349 017
	Installations techniques, matériel et outillage ind.			773 322
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencés., aménags. dives		809	265 436
	Autres matériels de transport			6 379
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		109 544	724 240
	Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	TOTAL 3		130 032	12 612 502
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			35 786	5 604 856
Autres titres immobilisés			1 733 240	3 709 184
Prêts & autres immobilisations financières	TOTAL 4		1 769 026	9 314 040
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)			3 312 228	30 426 419

Actif immobilisé

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

		Montant en debut d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement R&D		TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles		TOTAL 2			
Terrains		198 908	1 613		200 521
Constructions	sur sol propre	2 186 140	202 633		2 388 774
	sur sol d'autrui	25 690	1 313		27 003
Constructions, installations générales, agencement.		2 261 047	158 458	19 679	2 399 826
Autres immobilisations corporelles	Installations techniques, matériel et outillage ind.	631 703	29 939		661 643
	Installations générales, agencements, aménagements divers	261 848	1 017	809	262 056
	Autres matériels de transport	6 379			6 379
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	766 597	19 903	109 544	676 955
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL 3		6 338 312	414 877	130 032	6 623 156
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		15 948 641	471 549	1 543 202	14 876 988

Tableau des fonds associatifs et des provisions

NATURE	Montant initial en début d'exercice	Affectation du résultat	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 253 370			1 253 370
Fonds associatifs avec droit de reprise	21 319			21 319
RESERVES				
Statutaires ou contractuelles	3 176 271	(44 637)		3 131 634
Réserves réglementaires :				
- investissement				
- compensation				
- trésorerie				
Autres réserves	16 368 052	(401 735)		15 966 317
REPORT A NOUVEAU	1 229 356			1 229 356
RESULTAT DE L'EXERCICE	(446 372)	446 372	(354 449)	(354 449)
PROVISIONS REGLEMENTEES	158 407	<i>Dotation</i> 88 840	<i>Reprise</i> 12 202	235 045
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT				
Sur biens non renouvelables	107 625			107 625
TOTAL (I)	21 868 029	535 212	(342 246)	21 590 217
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		<i>Dotation</i>	<i>Reprise</i>	
Provisions pour risques	15 280		15 280	
Provisions pour départ à la retraite	334 984	16 581		351 565
Provisions pour charges à répartir				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour ARTT				
Autres provisions risques charges				
TOTAL (II)	350 264	16 581	15 280	351 565
FONDS DEDIES		<i>Dotation</i>	<i>Reprise</i>	
Fonds reportés liés aux legs et donations				
Fonds dédiés sur subvention d'exploitation				
- dont logement temporaire	657 610		528 611	128 999
- dont G. L. I.	462 384		72 910	389 474
- dont vacances jeunes		100 000		100 000
TOTAL (III)	1 119 994	100 000	601 521	618 474
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		<i>Dotation</i>	<i>Reprise</i>	
Sur immobilisations :				
- incorporelles				
- corporelles				
- financières	1 149 189	24 883	68 850	1 105 222
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	11 150	10 939	6 547	15 543
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL (III)	1 160 339	35 822	75 396	1 120 765
TOTAL GENERAL (I+II+III)	24 498 627	687 615	349 951	23 681 021
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		27 520	21 827	
- financières		24 883	68 850	
- exceptionnelles		88 840	12 202	

Tableau des subventions d'investissement sur biens non renouvelables

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
Subventions d'investissement				
- d'équipement	159 125			159 125
- investissement immobilier - Gambetta	1 082 388			1 082 388
- investissement immobilier - Trévis	3 582 552			3 582 552
TOTAL Montant nominal	4 824 065			4 824 065
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	-4 716 440			-4 716 440
Montant global NET	107 625			107 625

Tableau des échéances des créances

CADRE A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		717 141		717 141
Prêts		3 652 291	1 430 000	2 222 291
Autres immobilisations financières		56 894		56 894
Clients douteux ou litigieux		24 656	24 656	
Autres créances clients		232 192	232 192	
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		1 718	1 718	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôt sur les bénéfices			
État et autres	Taxe sur la valeur ajoutée	134 250	134 250	
collectivités publiques	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers	8 608	8 608	
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		287 761	287 761	
Charges constatées d'avance		26 638	26 638	
TOTAUX		5 142 149	2 145 823	2 996 325
Montant des	prêts accordés	1 341 768		
	en cours d'exercice			
	remboursements obtenus	1 733 240		
Prêts et avances consentis aux associés				

Tableau des échéances des dettes

CADRE B	ETAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		57 506	57 506		
Fournisseurs et comptes rattachés		929 268	929 268		
Personnel et comptes rattachés		77 375	77 375		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		113 366	113 366		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée	9 645	9 645		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	89 180	89 180		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		271 592	271 592		
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance		34 645	34 645		
TOTAUX		1 582 578	1 582 578		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

Tableau des charges constatées d'avance

Nature	Montant	
	2024	2023
Charges liées à des dépenses d'exploitation	26 638	43 952
Charges liées à des dépenses financières		
Charges liées à des dépenses exceptionnelles		

Tableau des produits constatés d'avance

Nature	Montant	
	2024	2023
Produits liés à des recettes d'exploitation	34 645	25 566
Ces recettes sont relatives aux séjours vacances à réaliser en 2024		
Produits liés à des recettes financières		
Produits liés à des recettes exceptionnelles		

Tableau des charges à payer et produits à recevoir

Nature	Montant	
	2024	2023
<u>Charges à payer liées à l'exploitation</u>		
<u>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</u>		
Fournisseurs : factures non parvenues	182 907	332 341
<u>Dettes fiscales et sociales</u>		
Indemnités de congés payés	77 375	74 111
Charges sociales à payer	42 456	38 436
Autres charges fiscales	75 500	58 350
<u>Impôts et taxes à payer</u>		
Taxe sur la formation continue AKTO	7 182	
<u>Autres dettes</u>		
SAS lodges méditerranée	13 061	13 061

Nature	Montant	
	2024	2023
<u>Produits à recevoir liés à l'exploitation</u>		
<u>Créances usagers et comptes rattachés</u>		
Partenaire : factures à établir	14 000	28 000
<u>Autres créances</u>		
Produits à recevoir	54 190	6 168

Tableau de ventilation des produits vendus par établissements

Nature	Montant	
	2024	2023
Siège et activité annexes	15 450	59 969
Aides et prêts logement	762 391	639 437
Aides et prêts sociaux	94 796	70 159
Restauration	4 047 621	3 446 213
Séjours familles	171 391	178 932
Séjours vacances jeunes	1 450 440	1 322 916
Etablissement SAINT CAST	316 558	303 947
Domaine de BRUTE		97 658
	6 858 648	6 119 231

Tableau de ventilation de l'effectif moyen

Nature	Nombre			
	2024		2023	
Ventilation par catégories	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Cadre	4	5	3	5
Agents de maîtrise	1		1	
Employés	9	3	11	3

a) Tableau des salaires des trois plus hauts cadres dirigeants

Nature	Montant	
	2024	2023
Les trois plus hauts cadres dirigeants sont membres du Conseil d'Administration. Ils ne perçoivent aucune rémunération et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.		

b) Tableau des rémunérations des membres du Conseil d'Administration

Nature	Montant	
	2024	2023
Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération.		

c) Tableau des contributions volontaires en nature

Nature	Montant	
	2024	2023
Absence de contribution volontaire en nature dont pourrait bénéficier la fondation d'Aguesseau		

Tableau de ventilation de la nature des prestations du Commissaire aux comptes

Nature	% des travaux	Montant	
		2024	2023
Au titre du contrôle légal des comptes annuels	100%	27 809	25 241
Au titre des conseils et prestations entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes annuels		néant	néant

Tableau des charges et des produits exceptionnels

Nature	Montant	
	2024	2023
<u>Charges exceptionnelles</u>		
<u>Sur opération de gestion</u>		
Remises et Etrences	450	664
Tiers et régularisation de facturation		
Tiers - Litige social	360	12 000
Abandon de créance - SCI Partenariat Méditerranée	35 786	35 786
Régularisation des soldes sur exercices antérieurs	9 475	3 698
Travaux d'assainissement		
Tiers - coût complémentaire imprévision d'inflation		191 383
	46 071	243 531
<u>Sur opération en capital</u>		
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>		
Renouvellement de matériel	88 840	85 931
Total des charges exceptionnelles	134 911	329 462

Nature	Montant	
	2024	2023
<u>Produits exceptionnels</u>		
<u>Sur opération de gestion</u>		
Reprise sur irrécouvrables		
Régularisation sur comptes de tiers	4 845	1 165
Régularisation des soldes sur exercices antérieurs	80 311	1 500
	85 156	2 665
<u>Sur opération en capital</u>		
Quote part des subventions virées en produits		
<u>Reprises sur provisions et transferts de charges</u>		
Renouvellement de matériel	12 202	4 240
Total des produits exceptionnels	97 359	6 905

Tableau des transferts de charges

Nature	Montant	
	2024	2023
<u>Transfert de charges liés à l'exploitation</u>		
Indemnisation du chômage partiel		
Remboursements de frais versés		
Remboursement des assurances		
<u>Transfert de charges liés à l'exceptionnel</u>		
Remboursement des assurances		
Remboursements de frais versés		

Tableau des filiales et participations

Nature				Quote part de 50%	
	Capital		Pourcentage de participation	Capitaux propres	Résultat de l'exercice
	Nb de parts	Valeur nominale		31/12/2024	31/12/2024
SCI PARTENARIAT MEDITERRANEE	18 600 p	100 €	50%	1 429 549,59 €	133,00 €

Nature				Quote part de 50%	
	Capital		Pourcentage de participation	Capitaux propres	Résultat de l'exercice
	Nb d'actions	Valeur nominale		31/12/2024	31/12/2024
SAS LODGES MEDITERRANEE	162 850 act	10 €	50%	1 010 685,36 €	

Tableau relatif aux éléments concernant les parties liées

POSTES	Montant des parties liées	
	Sas Lodges méditerranée	Sci Partenariat méditerranée
Participation	3 026 700,75	1 860 000,00
Dépréciation des titres	-548 680,00	-240 781,00
<u>NET</u>	<u>2 478 020,75</u>	<u>1 619 219,00</u>
Créances rattachées à des participations	503 426,86	249 500,03
Abandon de créances / SCI		-35 785,71
<u>NET</u>	<u>503 426,86</u>	<u>213 714,32</u>

a) SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES

Situations	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		(compte 194)	(compte 7894)	(compte 6894)	(compte 194)
Ressources		A	B	C	D= A-B+C
Activités sociales					
logement temporaire	1 500 000	657 610	528 611		128 999
G. L. I.	500 000	462 384	72 910		389 474
vacances jeunes	100 000			100 000	100 000
Total	2 100 000	1 119 994	601 521	100 000	618 474

b) DONS MANUELS, LEGS ET DONATIONS AFFECTÉES

Situations	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en d'exercice
		(195-197)	(7895 ou 7897)	(6895 ou 6897)	
Ressources		A	B	C	D= A-B+C
Dons manuels					
Sous total					
Legs et donations					
Sous total					
Total					

RAPPEL DES RESERVATIONS SIGNEES
--

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société Le Richemont a été signée le 5 Décembre 1996 pour un immeuble d'habitation à usage de foyer, avenue Gambetta, Paris 20^{ème}. À l'expiration de la convention, dans 6 ans, l'ensemble immobilier reviendra à la fondation.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société RLF a été signée le 6 mars 2000 pour un immeuble d'habitation rue Hippolyte Mulin à Montrouge. À l'expiration de la convention, le 5 mars 2045, l'ensemble immobilier reviendra gratuitement à la fondation.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société Le Richemont a été signée le 18 octobre 2001 et prend effet le 16 novembre 2001 pour un immeuble d'habitation à usage de foyer, rue de Trévis, paris 9^{ème}. À l'expiration de la convention, soit dans 19 ans, l'ensemble immobilier reviendra gratuitement à la Fondation.

Une Convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme d'HLM LOGIREM a été signée le 24 janvier 2005 pour des réservations de logements, 361, route de Grasse à Mouans Sartoux. Le droit de réservation du logement est acquis pour 24 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme porte des alpes habitat a été signée le 4 avril 2005 pour des réservations de logements, rue de l'Aviation à Saint Priest. Le droit de réservation des trois logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société immobilière 3 F a été signée le 26 avril 2005 pour des réservations de logements, les grands prés rue Haddock à Chessy. Le droit de réservation des quatre logements est acquis pour 20 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la SCI Saint LOUIS a été signée le 21 juillet 2005 pour des réservations de logements.

Le droit de réservation des six logements est acquis pour 20 ans.

- 1 appartement sis à Chatou , 61. rue Jules Ferry,
- 1 appartement sis à Conflans Sainte Honorine , 44/48 rue des frères François,
- 1 appartement sis à Le Pecq , 1. avenue du Général Leclerc,
- 3 appartements sis à Poissy , rue Paul Codos,

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société nationale immobilière (SNI) a été signée le 6 décembre 2005 pour des réservations de logements, 3, rue de Marseille à Viry Chatillon. Le droit de réservation des trois logements est acquis pour 20 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société nationale immobilière (SNI) a été signée le 6 décembre 2005 pour des réservations de logements, 77/79, avenue de Bretagne à Viry Chatillon. Le droit de réservation des quatre logements est acquis pour 20 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme Le Richemont a été signée le 5 janvier 2006 pour des réservations de logements, 206/210, rue de Paris à Montreuil. Le droit de réservation des cinq logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme le logis familial varois a été signée le 3 janvier 2006 pour des réservations de logements avenue Joseph Gasquet à Toulon. Le droit de réservation des cinq logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme Erilia a été signée le 5 décembre 2006 pour des réservations de logements 40-42 rue de Pologne à Marseille. Le droit de réservation des quatre logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme Proletazur a été signée le 23 janvier 2007 pour des réservations de logements à Ollioules (83). Le droit de réservation des deux logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme Colomiers habitat a été signée le 13 février 2007 pour des réservations de logements à Léguevin (31). Le droit de réservation des deux logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme le foyer de la Gironde a été signée le 12 septembre 2007 pour des réservations de logements à Cambes (33). Le droit de réservation des deux logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme résidence le logement des fonctionnaires (RLF) a été signé le 3 décembre 2007 pour des réservations de logements au 35 rue Ernest Renan à Issy les Moulineaux. Le droit de réservation des dix logements est acquis pour la durée de vie de l'immeuble.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme résidence le logement des fonctionnaires (RLF) a été signée le 20 novembre 2008 pour des réservations de logements au 35 rue Ernest Renan à Issy les Moulineaux. Le droit de réservation des quatre logements est acquis pour la durée de vie de l'immeuble.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme maisons claires a été signée le 22 octobre 2009 pour des réservations de logements à l'Impasse des Tourelles à Lavar (31). Le droit de réservation des quatre logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme maisons claires a été signée le 22 octobre 2009 pour des réservations de logements à Albi (81). Le droit de réservation des six logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et l'office public de l'habitat Tarn habitat a été signée le 25 Octobre 2007 pour des réservations de logements à Graulhet. Le droit de réservation des cinq logements est acquis pour 25 ans.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et Alliade Habitat a été signée le 22 octobre 2009 pour des réservations de logements à Lyon (69). Le droit de réservation des douze logements est acquis pour 25 ans.

La convention signée le 14 février 2018 porte sur des réservations de logements au 2 rue de la Plaine à Cesson. Le droit de réservation des 15 logements est acquis pour 12 mois reconductible. Par avenant n°5, signé le 31 mars 2021, la fondation d'Aguesseau rend 3 logements. Le droit de réservation porte sur douze logements et reste acquis pour 12 mois reconductible.

En 2022, les réservations portent toujours sur 12 logements.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et l'association départementale d'action sociale pour les personnels du ministère de l'intérieur des Yvelines (ADASP 78) a été signée le 24 octobre 2012 pour des réservations de logements au 14 rue Vergennes et au 4 allées des peupliers à Versailles. Le droit de réservation des 6 lits est acquis. Non reconduite en 2025.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme résidence le logement des fonctionnaires (RLF) a été signée le 23 décembre 2014 pour des réservations de logements au 155 à 219 boulevard Macdonald, Paris 19^{ième}. Cette réservation est conclue dans le cadre d'un usufruit temporaire de bien en état futur d'achèvement pour une durée de quinze ans. A compter du 30 juin 2030, la fondation d'Aguesseau recouvrera la pleine propriété de ces biens.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société anonyme résidence le logement des fonctionnaires (RLF) a été signée le 15 mars 2016 pour des réservations de logements au 35 rue Ernest Renan à Issy les Moulineaux. Le droit de réservation des cinq logements est acquis pour la durée de vie de l'immeuble.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société Mieux Loger Vos Salariés (MLVS) a été signée le 10 septembre 2020 pour l'ameublement d'un logement au 133 ter, avenue de la Commune de Paris 92 000 Nanterre. La durée de location des meubles est acquise pour 60 mois.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société Mieux Loger Vos Salariés (MLVS) a été signée le 06 octobre 2020 pour l'ameublement d'un logement au 133, avenue de la Commune de Paris 92 000 Nanterre ; appartement 202 au rdc. La durée de location des meubles est acquise pour 60 mois.

Une convention entre la fondation d'Aguesseau et la société Mieux Loger Vos Salariés (MLVS) a été signée le 15 octobre 2020 pour l'ameublement d'un logement au appart. 14, passage de Crimée au 52, rue Curial 75 019 Paris. La durée de location des meubles est acquise pour 60 mois.

ENGAGEMENT HORS BILAN

La fondation d'Aguesseau a acquis la nue-propriété des biens à leur livraison soit le 30 juin 2015 au prix global de 2 691 000 euros.

Soit 2 518 200 euros pour les logements et de 172 800 pour les parkings. Elle n'en deviendra pleinement propriétaire qu'à l'extinction de l'usufruit temporaire les affectant, soit jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze ans devant intervenir à titre prévisionnel le 30 juin 2030 à minuit.

Une convention d'abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune a été signée entre la fondation d'Aguesseau et la sci partenariat méditerranée le 23 mai 2018. Cet abandon est consenti à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par tranche annuelle de un quatorzième de la créance totale soit 35 785.71€. Le retour à meilleure fortune sous tend que la situation comptable de la SCI est excédentaire et que sa situation financière devient suffisante pour rembourser sa dette. Dans le cas où cette condition n'est pas réalisée, à compter du 1^{er} janvier 2031, cet abandon de créance sera définitif.

Les conventions de location signées en 2021 pour les deux logements à Nanterre et l'appartement à Paris impliquent un engagement financier de 34 890 euros de la part de la fondation d'Aguesseau sur les trois années à venir. Cette dépense s'imputera sur l'enveloppe financière des 1 500 000 euros reçue en 2019. Au 31 décembre 2024, l'engagement sur 1 an à venir (2025) est de 6 978 euros.

Par avenant n°1 à la convention financière du 15 juin 2021, signée le 15 novembre 2021, la fondation a reçu une subvention complémentaire d'un montant de 500 000 euros. Cette subvention servira à la mise en place d'un dispositif de garantie des loyers au bénéfice des agents. Ce montant a été comptabilisé en 2021 en fonds dédiés. En 2024, la consommation en frais d'étude et de réalisation s'est élevé à 72 910 euros.

